

LA PERSPECTIVE DES RELATIONS RUSSO-TURQUES

Mémoire de géopolitique

du Lieutenant-colonel Mehmet OKKAN

dans le cadre de l'étude dirigée «Géopolitique de la

RUSSIE »

Directeur : Mademoiselle Isabelle FACON
Fondation pour la Recherche Stratégique

Avril 2001

Sommaire

Partie I :

L'ENVIRONNEMENT GENERAL DES RELATIONS RUSSO-TURQUES

L'histoire des relations russo-turques jusqu'à l'effondrement de l'URSS.
Les nouvelles approches des politiques étrangères à partir de l'effondrement de
l'URSS.

Partie II :

LES GRANDS ENJEUX ACTUELS ENTRE LA RUSSIE ET LA TURQUIE

Enjeux politiques

Enjeux économiques

Enjeux sur la dimension de la sécurité

LES PERSPECTIVES DE LA RELATION RUSSO-TURQUE ET CONCLUSION

INTRODUCTION

Quand la Russie a réapparu dans le système international après l'effondrement de l'URSS, une nouvelle phase a débuté dans l'histoire des relations russo-turques. Deux pays ou bien deux pôles ont été séparés par la mer Noire. D'un côté; un géant mondiale, une puissance stratégique, créateur et leader du monde communiste, héritier d'un monde Chrétien, Orthodoxe et Slave (troisième pilier de la foi chrétienne). De l'autre côté; une puissance régionale, membre du monde occidental, représentant temps des pays turcophones, et de confession musulmane.

Compte tenu de toutes ces « oppositions », les rapports entre ces deux pays ont rarement été sereins. Les derniers trois cents ans de ces relations s'exprimèrent au travers de guerres et de différends politiques majeurs. Seule, une courte période de rapprochement et de coopération fut établie dans les années vingt, lors de la création de l'Union Soviétique et de la Turquie moderne.

L'objet de ce travail est d'étudier les relations entre les deux pays dans la période suivant l'effondrement de l'URSS. Avant d'analyser les développements de l'après guerre froide, il sera évoqué l'histoire des relations entre la Turquie et l'Union soviétique.

Ainsi, dans le premier chapitre, il sera étudié, l'histoire de la relation du XVIII^{ième} au XXI^{ième} siècle et, l'influence de leur politique étrangère sur le jeu des relations entre ces deux pays .

Ensuite, dans le deuxième chapitre, il sera mis en avant les enjeux essentiels dans les domaines politique, économique et de la sécurité des relations contemporaines

Enfin, à la lumière de l'histoire et de l'actualité de cette relation, il sera établi certaines conclusions prospectives fondamentales pour l'établissement à venir de relation stable et durable.

PREMIERE PARTIE : L'ENVIRONNEMENT GENERAL DES RELATIONS RUSSO-TURQUES

1. L'HISTOIRE DES RELATIONS RUSSO-TURQUES JUSQU'A L'EFFONDREMENT DE L'URSS : UN VOISINAGE DIFFICILE¹

Les origines de la relation, pour tout dire la confrontation, russo-turque remontent très loin dans le passé à la prise, en 1453, de Istanbul par les Turcs seldjouks. La chute de Byzance, berceau du christianisme orthodoxe incite le grand prince de Moscovie Ivan III marié à Sophie Paléologue, nièce du dernier empereur byzantin, à prendre le titre de tsar(César) et proclamer Moscou «Troisième Rome», pilier de la foi chrétienne, face à la vague de l'islam conquérant. Depuis lors les rivalités impériales russo-turques étaient inscrites pour longtemps dans le conflit entre deux grandes religions monothéistes, prenant une dimension idéologique et une tournure passionnelle.

C'était d'autant plus grave qu'avec l'extension territoriale de deux empires, chacun réclamait le rôle de protecteur de ses coreligionnaires chez l'autre: des Grecs, des Roumains ou des Slaves orthodoxes; Bulgares-Serbes dans les Balkans, des Arméniens et Géorgiens dans la Transcaucasie d'une part, des Tatars de Crimée et de la Volga, des Azéris transcauciens, des peuples du Caucase du Nord ou de l'Asie centrale musulmans et turcophones, de l'autre.

Au début du XVIIIème et à la fin du XIXème siècles, le vecteur géopolitique de ce conflit allait du nord au sud. Le déclin de l'empire ottoman provoquait les convoitises des puissances qui se bouscuaient au chevet de «l'homme malade de l'Europe»pour partager son héritage. La Russie y était particulièrement active. Depuis Pierre le Grand elle poursuivait inlassablement sa poussée vers les mers (la Baltique au nord, la mer Noire au sud)à travers une série de guerres victorieuses contre la Pologne, la Suède mais surtout la Turquie

Avec les traités de Prout(1711), d'Edirne(1713), d'Istanbul(1720-1724), de Yassy (1791), de Bucarest(1812) et d'autres, l'empire russe s'approprie toute la côte orientale septentrionale de la mer Noire, il met la main sur la Transcaucasie, la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan à l'est, l'Ukraine et la Crimée au nord, la Bessarabie(actuelle Moldavie) à

¹ La source pour l'histoire des relations jusqu'à 1991 ; TURAN Aydin-BEKAR Olgun, Turk-Rus Iliskileri, TESEV, Istanbul, 1997

l'ouest. Avec son appui diplomatique et militaire les peuples des Balkans se libèrent de la domination ottomane.

Mais le grand rêve russe, «prendre le contrôle des Détroits entre la mer Noire et la Méditerranée, remplaçant le croissant par la croix sur l'ancienne cathédrale byzantine de Sainte Sophie à Istanbul, devenue mosquée», reste hors de portée. Il se heurte à la résistance farouche des autres capitales européennes, surtout de la Grande Bretagne qui voit dans l'expansion de la Russie le défi majeur à ses intérêts en Asie. Pendant la guerre de Crimée, provoquée par les luttes d'influence au Moyen Orient sous le prétexte d'accès aux Lieux saints, les Anglais, les Français et les Italiens alliés aux Turcs infligent une défaite cinglante aux Russes. Terminée par le congrès de Paris en 1856, cette défaite donne le premier coup de frein aux ambitions russes dans l'empire ottoman.

Le second fut donné par le Congrès de Berlin en 1878 où les membres du «concert européen» imposèrent à la Russie l'abandon des fruits les plus succulents de sa victoire dans la dernière guerre contre la Turquie sur les deux principaux théâtres de l'affrontement séculaire de deux empires: les Balkans et la Transcaucasie.

Le rôle ambigu de Bismarck qui présidait ce congrès, provoqua la colère de l'opinion russe en proie aux rêves panslavistes, annonçant l'apparition de nouveaux rivaux de Saint Pétersbourg sur les terres ottomanes. L'Autriche-Hongrie soutenue par l'Allemagne unifiée autour de la Prusse, annexe la Bosnie-Herzégovine turque et mène la vie dure aux Serbes, alliés historiques de la Russie dans les Balkans. Les princes germaniques s'installent sur les trônes de la Grèce, de la Roumanie, de la Bulgarie. La mission de général allemand Limon von Sanders, qui modernise l'armée turque, ainsi que la construction du chemin de fer Berlin-Bagdad confirment la poussée allemande dans la région.

Ces événements provoquent la redistribution des cartes diplomatiques et militaires en Europe au seuil du XX ème siècle. Face aux nouveaux prétendants à l'héritage ottoman, les empires centraux, la Russie se rapproche de ses anciens adversaires occidentaux inquiets eux aussi par la montée de la puissance allemande.

L'alliance de la Russie avec la France est signée en 1891, l'accord avec la Grande Bretagne en 1907. Leur Triple Entente cordiale est scellée par des accords secrets sur le partage des dépouilles de la Sublime Porte: les Anglais lorgnent Egypte, l'Irak , la Palestine; les Français le Maroc, la Syrie et Liban; les Russes obtiennent enfin la promesse tant attendue du contrôle des Détroits.

De son côté, la Turquie prend part à la Première Guerre mondiale au côté des empires centraux sous la bannière du panturquisme, doctrine conçue par les émigrés turcophones de la

Russie. Leur objectif proclamé est le «GRAND TOURAN», Etat comprenant tous les territoires turcs conquis par les Russes depuis trois siècles. Or, les résultats de la guerre brouillent toutes les cartes. Les empires russe et ottoman défaits s'effondrent tous les deux, suivis par l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Les révolutions amènent au pouvoir les bolchéviques en Russie et les nationalistes Kémalistes en Turquie. Ceux-ci ont trouvé rapidement un langage commun contre les vainqueurs anglo-français de Versailles.

Pour la première fois depuis les guerres napoléoniennes (les traités de 1799 et de 1805), la Russie et la Turquie se rapprochent face à l'adversaire commun. Les traités de 1921 (sur l'amitié et la fraternité), de 1925 (sur l'amitié et la neutralité) de 1937 (sur le commerce et la navigation) élargissent la sphère de coopération qui comprenait des volets diplomatique, économique et militaire. La Turquie récupérait les villes Kars et Ardahan à l'est de l'Anatolie envahie par l'armée russe pendant la Première Guerre Mondiale et obtiennent même un droit de regard sur le tracé des frontières entre les républiques soviétiques transcaucasiennes, notamment l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Mais cette lune de miel ne dure pas longtemps. Après la mort de Kemal Atatürk en 1938, les relations entre les deux pays se dégradent de plus en plus. Devenu maître absolu de l'URSS, Staline cherche à marier la doctrine révolutionnaire marxiste-léniniste avec les traditions impériales russes, y compris à l'égard de la Turquie.

Cette tendance se manifeste d'abord dans les contacts entre l'URSS et l'Allemagne nazie après la signature du Pacte germano-soviétique d'août 1939. Un an plus tard, Staline sonde Berlin sur la possibilité pour l'Union soviétique de créer des bases militaires dans le détroit des Dardanelles et d'inclure l'espace au sud de la Transcaucasie dans la sphère d'influence de Moscou (note du 25 novembre 1940). La réaction d'Hitler est carrément négative: pour lui, la Turquie devait rester la chasse gardée allemande. L'invasion nazie de l'URSS, le 22 juin 1941, met fin à tout marchandage ultérieur à ce propos. En 1942, le Premier ministre de la Turquie Rüstü Saracoglu déclare que «la destruction de la Russie est le rêve séculaire du peuple turc² »

Les mêmes exigences ont été exactement réitérées par Staline à ses alliés occidentaux de la Seconde Guerre mondiale; d'abord au ministre britannique des Affaires étrangères Anthony Eden dès 1941, ensuite aux dirigeants américains et anglais à la conférence de Potsdam (17 juillet-2 août 1945). Auréolé de la victoire commune à la quelle l'Union soviétique avait apporté une contribution décisive, Staline insistait dans une note adressée à

² TURAN Aydin-BEKAR Olgun, Turk-Rus Iliskileri, , TESEV, Istanbul, 1997, p .24

Ankara en 1946 sur la révision de la convention de Montreux qui régissait depuis 1936 le régime des Détroits, sur l'installation d'une base militaire soviétique sur le Bosphore, la restitution des territoires turcs qui se trouvent de l'Anatolie Est soi-dite les territoires de l'Arménie historique.

Ce fut une grave erreur qui envenima les rapports de la Turquie avec la Russie pour longtemps. Par la réapparition de la menace familière au nord, la Turquie se range aux côtés des Occidentaux dans la guerre froide qui dure quatre décennies. Mais cette fois son principal soutien face à la Russie était les Etats –Unis.

Le premier pas vers l'affrontement global entre Moscou et Washington, pratiquant la politique d'endiguement du communisme, fut la doctrine Truman rendue publique le 12 mars 1947. Elle promet l'assistance économique et militaire à la Turquie et à la Grèce. Après la guerre de Corée(1950-1952) la Turquie devient membre et deuxième grande force de l'OTAN (1952).A partir de cette date la Turquie, membre de l'OTAN, identifie sa politique extérieure à la politique du bloc occidental .Ainsi, elle commence à accueillir des bases militaires et des stations de radars américaines aux frontières sud de l'URSS. D'autre part, la percée de Moscou vers le monde arabe met l'Union soviétique du côté de la Syrie, l'un de ses clients privilégiés dans la région, dans la vieille querelle syro-turque.

Pourtant, à partir de 1965, les derniers dirigeants de l'URSS commencèrent à se rendre compte que le conflit permanent avec Ankara est non seulement stérile mais contreproductif et, cimentant l'alliance américano-turque, ne promet aucun avantage géopolitique. D'où les tentatives de Moscou dès la fin des années 60 de jouer sur les rivalités gréco-turques afin d'affaiblir le flanc sud de l'OTAN. D'autre part, les facteurs économiques n'étaient pas oubliés non plus: l'URSS construisait des usines sidérurgiques à Iskenderun, d'aluminium à Seidichékhir, une raffinerie à Ali Aga. En mai 1965, le ministre soviétique des Affaires étrangères, Andrei Gromyko, se rendait à Ankara. Son voyage fut suivi par des échanges de visites au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement au cours desquelles les deux pays signèrent des déclarations soulignant de nombreux points de convergence sur les problèmes internationaux et bilatéraux. Les plus importants ont été celles de 1972-1973 sur les principes de bon voisinage, le respect de la souveraineté et l'intégrité territoriale, la renonciation à la force et à la menace de la force, le règlement pacifique des litiges qui préfiguraient l'Acte final d'Helsinki, signé la même année. A partir de 1984, suivant un traité sur le gaz naturel russe, les relations économiques ont pris un élan remarquable sans précédent (En 1984, 600

million ; en 1990, 1,8 milliards de dollars³). On peut dire que entre 1984-1992 le partenariat russo-turc s'est développé tout en s'appuyant sur une coopération économique et commerciale mutuellement avantageuse.

En conclusion, durant les 50 dernières années la rivalité entre deux pays a continué sur le plan politique mais la coopération économique, elle, s'est développée.

2. LES NOUVELLES APPROCHES DES POLITIQUES ETRANGERES A PARTIR DE L'EFFONDREMENT DE L'URSS

Au lendemain de l'effondrement de l'URSS, la Russie et la Turquie affirment que leurs relations sont entrées « dans une ère nouvelle ». Leur traditionnelle rivalité semble en effet un moment céder la place à un partenariat, et celui-ci déboucher sur une profonde restructuration de l'Eurasie. L'enjeu de ces redéfinitions dépasse les relations entre les deux Etats. Ce qui est en cause, c'est la constitution d'un nouveau modèle de géopolitique, eurasiatique, qui irait de la Turquie au Pakistan en passant par le Caucase et l'Asie Centrale. Ce sont les équilibres de l'après-guerre froide, la capacité de la Russie à accepter de gérer en commun avec une autre puissance une région qui faisait autrefois partie de son empire. C'est en d'autres termes l'intégration de la Russie dans la vie internationale sur des bases entièrement renouvelées. Les promesses de 1992 s'avèrent cependant difficiles à confirmer. En quelques années, la méfiance ou bien plutôt la rivalité reviennent et les litiges se multiplient.

A. Evolution de la nouvelle politique étrangère russe après l'effondrement de l'URSS: une oscillation entre le partenariat avec l'Occident et le retour vers la politique traditionnelle.

Entrée dans une mutation, la politique étrangère de l'Union soviétique depuis 1986, puis de la Fédération de Russie a eu comme objectif de coopérer avec l'Occident. Le but était d'obtenir des aides financières et technologiques et de participer à des institutions économiques occidentales. Cette politique reflète la tendance dominante la politique extérieure de la Russie jusqu'à la fin de l'année 1993. Les thèmes principaux de la politique étrangère russe, dans la période 1992-1994, ont été de réaliser des associations stratégiques

³ Anne de Tinguy, « La Russie et la Turquie sont-elles condamnées à la rivalité », Le Rôle géostratégique de la Turquie, IRIS, Paris, n°77, Automne 1997, p.56

avec les Etats Unis dans différents domaines, de se faire accepter dans le groupe du G-7 des pays industrialisés et de développer son hégémonie sur « l'Etranger proche »

Dès la fin de 1993, la politique extérieure russe a vu des changements radicaux. Les dirigeants ont mis en cause la politique de coopération avec l'Occident, jugée trop étroite. Le Kremlin met en place une politique qui refuse l'idéalisme dans les relations avec l'Occident et qui a pour objectif de défendre les intérêts nationaux de la Russie plus concrètement . Ainsi, en 1994 la politique étrangère russe a retrouvé une ligne traditionnelle sans dénoncer totalement la coopération avec l'Occident .

Cette modification des orientations a plusieurs raisons .Le premier facteur réside dans la déception des libéraux qui soutenaient la nécessité de coopérer avec l'Occident et qui ont suivi une politique étrangère dans ce sens. Ils espéraient de cette manière, sauver le pays de la situation de crise économique et sociale où il se trouve. Les promesses non réalisées de l'Occident ont amené une perte de confiance des libéraux envers l'Occident et de la société pour les libéraux. Deuxièmement, en conséquence des vifs mécontentements de la société russe, le nationalisme russe a remonté comme un pouvoir politique efficace. Lors des élections législatives de décembre 1993, les nationalistes et les conservateurs ont reçu une représentation forte dans la Douma et ils ont critiqué sévèrement la politique étrangère menée par le gouvernement. En conséquence des changements dans l'environnement de la politique intérieure du pays, Eltsine a modifié sa politique vers une tendance plutôt nationaliste. La troisième et la dernière raison qui a provoqué une altération d'orientation de la politique extérieure de la Russie, et qui a conduit les dirigeants et les politiciens à redéfinir leur politique extérieure afin de reconstituer l'ancienne zone d'influence russe sur les territoires de l'ex-URSS, en Asie et au Moyen-Orient. Tout ceci a provoqué l'ascension rapide de Vladimir Poutine (ancien directeur de FSB). Et finalement son élection comme le président de la Russie, avec près de 53% des suffrages exprimés, a prouvé le désir de changement du concept de la politique extérieure ainsi que l'envie de la restauration de l'autorité de l'Etat à l'intérieur et la réaffirmation du rôle de la Russie sur la scène internationale .

Le nouveau concept de la politique étrangère et la doctrine militaire, ont mis
mettent en avant les principes à suivre pour une politique extérieure plus efficace. Cette évolution a consolidé l'entente entre les militaires et les diplomates. Les responsables considèrent que pour restaurer le statut de « grande puissance » s'associer avec l'Occident n'est pas suffisant. Alors, ils se sont mis à la recherche des nouveaux alliés en Asie et au monde arabe.

Aujourd'hui, il semble que les dirigeants et les spécialistes russes soient en accord sur trois objectifs stratégiques. Le premier est l'idée que la Russie est encore une superpuissance régionale. De cette vision découle la doctrine « l'étranger proche ». Deuxièmement, elle est une puissance qui possède des forces nucléaires. Dernièrement, il est déterminé que la Russie, même si elle n'est plus l'une des deux super puissances qui régnaient sur les relations internationales auparavant, est quand même une puissance mondiale⁴. Ceci s'applique dans la politique à travers les exigences de la Russie d'être consultée, quand on cherche des solutions à des problèmes au plan international. Les Russes ont la volonté à être impliquée avec les autres pays dans des interventions de maintien de la paix comme on l'a vu pendant le conflit de Kosovo.

B. La Turquie après la guerre froide, la recherche d'une politique étrangère

Depuis son établissement en 1923 jusqu'aux années quatre-vingt les principaux éléments de la politique étrangère de la Turquie ont été d'assurer la sécurité intérieure du pays, et de le moderniser le manière à ce qu'il rattrape le niveau des Etats développés.

Après son accession de l'OTAN et durant la période de la guerre froide, à cause de son positionnement géographique, aux yeux de l'OTAN, la Turquie a eu la mission d'empêcher la menace d'expansionnisme de l'Union soviétique. De ce fait, elle a été en étroite collaboration politique, militaire et économique avec l'Occident.

Dès la moitié des années quatre-vingt, la structure bipolaire qui a dominé le monde pendant quarante ans, a commencé à basculer. L'effondrement du bloc de l'Est, la dislocation du Pacte de Varsovie, a été la fin du Guerre Froide et le commencement d'une nouvelle ère, pour le monde entier, et pour la Turquie, qui n'a pas pu, jusque-là, appliquer une politique étrangère selon ses intérêts nationaux.

Ces événements qui ont déclenché un épisode inédit de la politique extérieure turque. La politique étrangère de la Turquie après la guerre froide peut être étudiée selon trois phases.

(1). La période d'ambiguïté(1985-1991) :

Avec l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev en Union soviétique et l'application des politiques de pérestroïka et de glasnost, de grande transformations sont vécues en URSS et en Europe de l'Est. La poursuite d'une politique moins centré sur les

⁴ ARON L., « A Different dance from Tango To Minuet », The National Interest, 1995, n°40 , p.28

aspects militaires par Moscou dans les relations extérieures a occasionné, dès 1985, la signature d'importants accords avec les Etats Unis, son principal rival depuis quarante ans. A la lumière de ces évolutions, il est considéré par les Européens que la portée stratégique de la Turquie était diminuée. Etant laissé seul dans une région très risquée, Ankara a décidé de renforcer sa force militaire avec sa propre industrie de défense. Afin de développer son industrie de défense, La Turquie a coopéré avec les Etats Unis, elle a signé un traité de défense avec Washington et elle a commencé à créer sa propre industrie militaire en gagnant un partenaire stratégique.

(2). La modification de la politique étrangère(1991-1994)

A partir de 1990 quelques événements importants comme la Guerre du Golfe, l'effondrement de l'URSS fin 1991, le conflit en Bosnie Herzégovine, et enfin le conflit dans le Haut-Karabakh ont rendu à la Turquie son importance stratégique qu'elle avait perdue provisoirement. Après 1992, suite à ces évolutions régionales, dans l'opinion internationale, le fait que la Turquie pourra jouer un rôle de pont dans différentes dimensions entre l'Occident et l'Orient étant une puissance régionale⁵ a été accentué. L'argument sur le rôle complémentaire de la Turquie entre l'Europe chrétienne et le Moyen-Orient musulman, entre le Nord et le Sud a gagné de plus en plus de reconnaissance⁶.

**Suivant la dissolution de l'Union
Soviétique ; la naissance des pays
turcophones ayant des énormes richesses
naturelles , la globalisation, la libéralisation et
l'établissement des blocs économiques ont
poussé la Turquie à changer complètement sa
politique extérieure et devenir un centre
économique régional autrement dit une
puissance régionale.**

Partant de cette idée, elle a joué un rôle actif à l'établissement de l'Organisation de la Coopération Economique (OCE), de l'Organisation de Coopération Economique de la mer Noire (OCEMN). Compte tenu de cette nouvelle tendance, initialement, une très grande partie du commerce extérieur du pays s'est orienté vers les pays d'ex-URSS et de Moyen Orient. Pourtant, l'instabilité de ces marchés, a obligé la Turquie, à

⁵ GRAVEREAU N., les notes de conférence sur relations internationales et puissance économique, CID, 2001

⁶ FULLER Graham E., Turkey faces East, , Santa Monica, RAND, 1992 ; Cité dans Turk-Rus Iliskileri, TURAN Aydin-BEKAR Olgun, TESEV, Istanbul, 1997, pp .12

partir de 1993, à se tourner vers la Communauté Européenne qui détenait un marché plus stable malgré certains soucis politiques.

Dernièrement, dans cette période, on peut bien observer que la politique étrangère turque, s'intéressait plus activement à des problèmes régionaux et internationaux. Les responsables turcs ont fait des grands efforts durant les conflits de Bosnie Herzégovine et du Haut Karabakh, pour les mettre à l'ordre du jour des organisations internationales. D'autre part, la Turquie est l'un des pays qui constituent le groupe de Minsk, établi par l'OSCE afin d'assurer la résolution du problème du Haut-Karabakh.

(3).Une politique étrangère restée dans l'ombre de la politique intérieure (1995-2000)

La troisième phase est une période de repli sur soi pour cause de problèmes intérieurs, politiques et économiques. Les raisons de la stagnation de la politique étrangère turque, après 1994, peuvent être expliquées ainsi :

(a).A cause de son système d'élection, les gouvernements de coalition ont partagé le pouvoir. Ils manquaient un accord général sur les intérêts nationaux du pays, sur une politique d'Etat détaillée. L'environnement politique changeait trop vite pour que ces gouvernements puissent suivre une politique étrangère à long terme. Dans ce cadre, ils ont surtout eu une politique de réaction.

(b).Les actions terroristes qui se multiplient notamment au sud-est du pays ont forcé la Turquie à agir financièrement sur les politiques de sécurité.A partir de 1990 mais notamment entre 1993-1998 les actions terroristes du PKK(Parti Travailleur du Kurdistan) sont devenues une atrocité contre le peuple qui vivent au sud-est de la Turquie. Le gouvernement turc a pris certaines mesures de sécurité supplémentaires au profit de cette région pour protéger ses citoyens contre ce terrorisme sanglant et il a dû dépenser environ 100 milliards de dollars pour mettre fin à ce problème.

(c).Le manque de ressources économiques a limité l'expansion de l'influence turque dans sa région . En réalité, depuis 1989, l'économie turque est en importante stagnation. Les performances de son économie ne lui ont pas permis d'appliquer une politique étrangère effective. Respectivement, les pertes liées aux sanctions appliquées contre l'Irak depuis 1991, la crise russe en 1998 et la séisme en 1999 ont affecté sévèrement l'économie de la Turquie.

(d).Le dernier facteur est l'absence d'instituts de recherche

stratégique qui pourraient être très utile pour définir et conduire des relations extérieures efficacement. On peut créer ces instituts semblables aux modèles français ou bien anglais par exemple comme IFRI, FRS ,IHEDN, International Institute for Strategic Studies et ainsi on peut encourager et canaliser les chercheurs sur les sujets stratégiques en ce qui concerne les intérêts du pays. .

DEUXIEME PARTIE : LES GRANDS ENJEUX ACTUELS ENTRE LA RUSSIE ET LA TURQUIE

1. ENJEUX POLITIQUES : LE CAS PARTICULIER DES PAYS TURCOPHONES DE L'EX-URSS

Au XIX ème siècle toute la région d'Asie centrale était nommée « Turkestan »

Là il y a une appartenance à la culture turque mais aussi à une langue . Aujourd'hui quatre des cinq Etats de l'Asie centrale (le Tadjikistan est persanophone) : le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Kirghizistan, le Turkménistan et l' Azerbaïdjan, pays du Caucase, sont de culture et de langue turques⁷.

La disparition de l'URSS aboutit à l'apparition d'un nouvel espace stratégique au Turkestan, négligé au plan international durant la période soviétique. En effet les républiques turcophones longtemps ne sont pas considérées par le monde extérieur comme des acteurs du droit international avec des frontières précises.

⁷ La famille de langue Ouralo-Altaique, voir aussi annexe 1 et annexe 2

Contrairement aux autres républiques de l'Union soviétique, les pays turcophones avaient un faible concept de l'identité nationale ; donc, elles n'étaient pas prêtes aux nouvelles conditions quand elles ont accédé à l'indépendance. Ayant la liberté de prononcer leurs intérêts ethniques et nationaux pour la première fois, ces républiques ont cherché à définir leurs identités et à prendre leur place dans le contexte international.

A. Les relations avec les républiques turcophones de l'ex-URSS

(1). La politique turque à l'égard des républiques turcophones

La réaction du gouvernement turc a été initialement très passive et prudente, surtout lorsque l'indépendance des républiques n'était encore déclarée officiellement. Car, la Turquie était réticente à intervenir contre la souveraineté de l'URSS, encore existante. D'autre part l'héritage d'Atatürk refusait les politiques panturquistes

Après l'effondrement officiel de l'URSS à la fin de 1991, la politique étrangère de la Turquie à l'égard de ces pays turcophones a connu une grande activité à l'initiative de politiciens audacieux étant en générale la tendance islamique ou nationaliste. Ces politiciens ont encouragé la peuple turc et ils ont influencé l'opinion publique par des discours sur « le siècle des Turcs », a nécessité de « réaliser une union des Etats Turcs », d'étendre « le monde turc de l'Adriatique jusqu'au Mur de Chine... »⁸. Suite à l'établissement d'un office responsable des relations avec les républiques turcophones (TIKA) au sein du ministère des affaires étrangères, fin 1991, les visites officielles réciproques ainsi que des contrats bilatéraux et multilatéraux ont commencé. Pendant la visite du premier ministre Suleyman Demirel, 27 avril-03 mai 1992, 41 accords ont été signés dans les domaines de la finance, du culture et du transport. Peut-être c'était le record du monde.

A la suite de ces contacts la Turquie s'est occupée d'abord à étendre son influence culturelle dans la région. Elle a assuré des bourses d'études supérieures à 10.000 étudiants et a construit des écoles secondaires et supérieures ; des centres culturels sont établis dans toutes les républiques ; on a commencé à former les officiers et les diplomates de ces pays ; la diffusion des chaînes de télévision turques est réalisée et Ankara a proposé le soutien au cas où ces républiques passeraient de l'alphabet cyrillique à l'alphabet latin.

La Turquie a joué un grand rôle pour que ces pays participent à des organisations internationales et régionales comme l'ONU, le PpP de l'OTAN, la CSCE, la CEMN... Pour cette contribution la Turquie avait deux raisons : premièrement , elle voulait que ces pays deviennent vraiment indépendants deuxièmement en créant une interdépendance économique

⁸ ORAN Baskin, « La Politique turque dans les Balkans et le Caucase », Le Rôle géostratégique de la Turquie , IRIS, Paris, n°77, Automne 1997, p.32

dans la région elle espérait une stabilité politique qui permettrait de limiter l'influence russe dans la région⁹.

Cette politique a bien marché jusqu'à 1994 mais à partir de cette date, comme on a évoqué dans la première chapitre, la Russie a commencé à intervenir dans l'étranger proche. Elle a commencé à intervenir à la région ; les conflits en Haut-Karabakh (1993-1994), en Ossétie Sud, en Abkhazie et l'éviction d' Eltchibeï (un homme favorable à un rapprochement avec la Turquie et hostile à un renforcement de la CEI¹⁰) étaient tous des signes « du retour » de la Russie ainsi que de la rivalité entre la Turquie et la Russie.

A partir de 1995 , la Turquie a dû accepter une politique semi-active à l'égard des pays turcophones susceptible de moins «déranger » la Russie, à cause de ses problèmes internes et du retour de la rivalité. Cela n'a pas empêché la Turquie de garder les relations bilatérales avec ces pays au moins sur les plans culturel et économique. D'autre part, on peut vraiment dire que l'insuffisance de moyens économiques pour soutenir ces pays de manière durable et substantielle, a discrédité la Turquie envers ces pays. Pourtant, la Turquie a travaillé et travaille pour leur souveraineté et leur prospérité avec les moyens qu'elle a et qu'elle peut trouver. Pour mieux évaluer cette relation turco-turcophone il faut bien sûr regarder de l'autre côté de miroir aussi.

(2). La Turquie vue de ces républiques

Avec leur inexpérience, les pays turcophones ont défini leurs politiques vis à vis du monde extérieur. Conscients de leur dépendance à l'égard de l'ancienne de tutelle ils ont tous devenus membres de la CEI, l'instrument de l'influence russe sur la région. D'autre part afin de contrebalancer cette influence et de souligner leur indépendance ils essayent de diversifier leurs relations dans l'environnement international, et s'ouvrent vers le sud et l'ouest . Alors ces pays ont directement choisi la Turquie comme le pont et « le grand frère »¹¹de leur relation avec l'Occident. Parce qu'ils avaient déjà des liens étroits culturels et psychologiques. De plus, la Turquie démocratique, laïque,

⁹ Ibid ;p.34

¹⁰ Anne de Tinguay , « La Russie et la Turquie sont-elles condamnées à la rivalité », Le Rôle géostratégique de la Turquie , IRIS, Paris, n°77, Automne 1997, p .59

membre de l'OTAN et avec son économie de marché semblait constituer un bon modèle pour le développement de ces sociétés et bien servir à contrecarrer l'Islam iranien et au désenclavement de la région.

Mais à partir de 1994 ils ont commencé à agir prudemment envers la Turquie. Sous cette changement politique il y avait quatre raisons :

- i. La peur du retour de la Russie
- ii. Les pouvoirs étant contrôlés par l'ex-nomenklatura communiste qui ne voit pas nécessairement bon intérêt dans le développement de la démocratie¹²
- iii. Les effets négatifs de l'Iran qui a peur de laïcisme et minorité d'Azéri.
- iv. Les difficultés intérieures politiques et économiques de la Turquie.

A cause des raisons citées ci-dessus, la politique menées par ces pays envers la Turquie peut se résumer par un dicton turc « Même si tu ne l'utilise pas, mets-le de côté quand même pour en profiter pendant les jours noirs ». D'autre part, il ne faut pas négliger le rôle des autres puissances économiques (l'Europe, les Etats Unis, le Japon,...) qui les attirent vers leur propre sphère.

Avant de passer aux relations avec les pays caucasiens et les républiques de la Russie il faut résumer les cas particuliers des relations avec ces pays turcophones.

(a). Le cas d'Azerbaïdjan

Parmi les pays turcophones, l'Azerbaïdjan est géographiquement et linguistiquement le plus proche de la Turquie. La Turquie attache une grande importance à l'Azerbaïdjan dans sa politique extérieure. Sa position géographique dans le Caucase, le fait qu'il ait combattu pour son indépendance, différencie l'Azerbaïdjan des autres républiques turcophones héritières de l'URSS.

Quand on étudie le rapprochement des deux pays, on observe une dérive des relations. Très étroite pendant l'administration de Eltchibeï, elles sont devenues moins denses avec l'arrivée au pouvoir de Haydar Aliyev qui essaye l'équilibre entre la Russie et la Turquie . Il est aussi possible d'observer une réticence dans les relations bilatérales économiques. Pourtant la Turquie est le pays unique et fidèle à sa promesse laquelle en soutenant

¹¹ La parole d'Islam Kerimov et Haydar Aliyev

¹² ORAN Baskin, « La Politique turque dans les Balkans et le Caucase », Le Rôle géostratégique de la Turquie , IRIS, Paris, n°77, Automne 1997, p.34

l'Azerbaïdjan sur le conflit de Haut Karabakh. Elle soutient l'Azerbaïdjan même en appliquant les sanctions économiques contre l'Arménie au péril de sa santé économique.

De l'éclatement de l'URSS à la fin de l'an 2000, ces deux pays ont signé plus de 100 contrats bilatéraux¹³. Ce chiffre est en même temps le plus grand chiffre d'après les chiffres de contrats qui n'ont pas déjà signé avec un autre pays turcophone. D'autre part l'Azerbaïdjan est le pays qui accepte le plus grand nombre d'enseignants militaires turcs. Ces deux exemples suffisent à prouver le développement intensif des relations intimes entre deux pays malgré la dérive après Aliyev.

(b). Les républiques centre-asiatiques.

L'essentiel objectif de la Turquie dans son approche des pays centre-asiatiques a été de les soutenir dans leur entrée en tant qu'Etat indépendant sur la internationale et à vivre comme des Etats indépendants et prospères¹⁴. Les relations politico-culturelles puis économiques sont améliorées et entretenues jusqu'à 1995. « Mais l'euphorie initiale a toutefois rapidement laissé la place au réalisme alors que ces pays, soucieux d'obtenir un appui politique et économique de tous les côtés possibles, se gardaient de s'identifier uniquement de l'identité turque¹⁵. »

Si on veut classer ces pays selon les relations culturelles avec la Turquie, par l'ordre décroissant, l'ordre est suivant : Turkménistan, Ouzbékistan, Kirghizistan, Kazakhstan. Par ailleurs d'après la fréquence des relations et surtout les relations économiques, ce rang change comme : Kazakhstan, Turkménistan, Ouzbékistan, Kirghizistan. En partant de cette analyse on peut résumer la couleur des relations bilatérales entre ces pays et la Turquie : une relation familiale sous l'ombre d'une réalité du monde contemporain c'est à dire économie.

B. Les relations avec les républiques Caucasiennes non-turcophones

Il s'agit de deux pays : la Géorgie et l'Arménie. Ces deux pays qui n'ont pas beaucoup d'importance l'une pour l'autre, portent une grande importance à la Turquie en raison de leur position géographique. Car ils se trouvent aux portes du monde turcophone et sur les routes

¹³ Ministère des affaires étrangères de la Turquie, la politique de la Turquie envers l' Azerbaïdjan, à partir de site Internet www.mfa.gov.tr.

¹⁴ Ministère des affaires étrangères de la Turquie, la politique de la Turquie envers l' Azerbaïdjan, à partir de site Internet www.mfa.gov.tr.

¹⁵ YANNIS Valinikis , La région de la mer Noire : défis et opportunités pour l'Europe, Paris, Institut d'Etudes de Sécurité de l'Europe occidentale Paris, Cahiers de chaillot n°36, Juillet 1999, p.14

commerciales pétrolières. Pendant les discussions sur les routes d'oléoducs et pipelines caucasiens et centre-asiatiques, les positions clés de ces pays ont réaffirmé.

Pour voir les rôles de ces deux pays dans les enjeux politiques russo-turcs il faut examiner deux pays séparément.

(1). L'Arménie :

Après que l'Arménie a déclaré son indépendance , le 16 Décembre 1991, la Turquie a été le premier Etat à reconnaître son indépendance . Après son indépendance jusqu'au conflit du Haut-Karabakh la Turquie a participé et a facilité toutes les aides humanitaires pendant et après la séisme Erevan (en 1991). D'autre part, l'Arménie a été invitée par la Turquie au CEMN et soutenue pour qu'elle devienne membre de l'ONU, l'OSCE et le PpP de l'OTAN.

Mais pendant le conflit du Haut-Karabakh, lors que le Haut Karabakh est envahi par l'armée arménienne avec l'aide militaire russe, la Turquie a pris position auprès de l'Azerbaïdjan. Parce que le Haut Karabakh faisait partie intégrante des territoires de l'Azerbaïdjan de plus ;l'armée arménienne exposant une modèle d' atrocité contre les innocents (les vieillards, les femmes et même les bébés) exécutait environ 50 .000 – 60.000 civils et causait 1.5 million de réfugiés qui sont toujours sans abris.

Pourquoi l'Arménie avait voulu envahir une région sans aucune importance d'après les sources stratégiques et la situation géopolitique au péril de sa santé économique ? La réponse à cette question était cachée au dessous de la réalité de la rentrée de la rivalité russo-turque comme on était déjà évoqué. Par cette méthode la Russie menaçait les pays qui se trouvent dans « l'espace eurasiatique¹⁶ » notamment l'Azerbaïdjan pour qu'elle puisse garder ses intérêts vitaux stratégiques et économiques sur cette espace.

Après ce conflit la Turquie a commencé à appliquer des sanctions économiques contre l'Arménie . Cette sanction sera maintenue jusqu'à ce que l'Arménie retire ses forces des territoires d'Azerbaïdjan. Sur la résolution de ce conflit la Turquie donne une grande importance aux propositions de résolution du groupe de Minsk sous l'égide de l'OSCE et accueille toutes les tentatives de médiation pour résoudre ce conflit et dans l'espoir d'une stabilisation de la région .

D'autre part ;la présence militaire de la Russie dans le Caucase semble survivre, au moins au court terme, en soutenant par l'Arménie . De plus, avec l'administration Poutine cette présence devrait sinon s' étendre, du moins se fortifier dans la région.

(2). La Géorgie :

Comme pour l'Arménie, après que la Géorgie a déclaré son indépendance ,en 1991, la Turquie a été un des premiers pays à reconnaître cette indépendance. Les relations turco-géorgiennes sont des différents natures :

- i. Des relations commerciales frontalières,
- ii. Des relations culturelles entre les diasporas et les groupes ethniques,
- iii. Des relations stratégiques.

La première partie des relations a commencé avec « le commerce valise » qui commence à partir de l'ouverture du poste frontière turco-géorgien de Sarp, pendant la perestroïka¹⁷. Comme on va en parler dans la partie économique, « le commerce valise » tire son nom des énormes valises et des sacs que surtout les femmes soviétiques ramènent des marchés de Rize et Trabzon (les villes les plus importantes de la côte de la mer Noire est de la Turquie) qui se trouvent plus proche à la Géorgie. En 1995, la Turquie était le partenaire commerciale le plus important de la Géorgie¹⁸. La Russie a repris la première place, mais essentiellement grâce aux exportations de gaz et de pétrole. La Turquie demeure le premier fournisseur de biens non-énergétiques à la Géorgie¹⁹ .

Deuxièmement , sur le plan des relations culturelles on peut parler d'une relation intime. Dans la Turquie, il vit environ 500 .000 Abazin-Abkhazes d'origine d'Abkhazie qui ont immigré du Caucase nord après la guerre russo-turque(1877-1878) et pendant la première guerre mondiale. D'autre part, il vit environ 150.000 turcs d'Akhiska et Mesket en Géorgie, près de la frontière turco-géorgienne, dans le territoire de la République autonome d'Adjarie. Ces diasporas tissent des liens réciproques. Par exemple des hommes d'affaires turcs d'origine abkhaze, mesket ou akhiska construisent des écoles, des ponts ou des hôpitaux en Géorgie ou bien ils donnent des bourses à des universitaires d'origine abkhaze, mesket ou akhiska. qui viennent étudier en Turquie.

Dernièrement ; sur la relation stratégique on peut parler des relations politico-militaire. La Turquie qui a besoin de la stabilité de Géorgie pour ses intérêts économiques et stratégiques en Caucase et en Asie Centrale ; d'autre part, la Géorgie ; pourtant vieille terre chrétienne, déçue par la politique russe jugée ambiguë face aux séparatistes, se sont

¹⁶ ROMER Jean-Christophe, Géopolitique de la Russie, Paris, Economica, 1999, p.57

¹⁷ SIECA Elizabeth – TOUMARKINE Alexandre, Géopolitique de la mer Noire, Karthala, Paris, 2000, p.54

¹⁸ Transition, 14 Juin 1996, cité Idem p.57

¹⁹ Caucasus report, 14 avril 1998, cité Idem p.57

rapprochées²⁰. Partant de l'idée de rétablir la sécurité régionale et d'assurer son contrôle on a commencé à mettre en place des projets de coopération régionale²¹. Premièrement, en 1996, on a créé un axe Turquie- Géorgie- Azerbaïdjan- Ukraine et ensuite, en 1997, on a tenté de former un bataillon de forces de la paix avec des militaires des pays de la mer Noire qui pourrait être utilisé dans les points chauds. Mais ce dernier projet n'a pas pu se réaliser. Au lieu de ça, la Turquie a envoyé 5 officiers observateurs militaires à UNOMIG, sous les auspices de l'ONU, en Géorgie. D'autre part, la Turquie a commencé à fournir une aide technique à l'armée géorgienne et offrir des formations aux officiers géorgiens dans son armée²². La coopération entre gardes-côtes géorgiens et turcs consacrée par le sommet du 13-14 mars 1998 replace par la Turquie qu'elle n'a pas investi jusqu'à cette date : en effet, cette coopération a pour la Géorgie des implications militaires, des implications touchant directement à la sécurité nationale puisque cette dernière cherche à reprendre le contrôle de sa frontière maritime aux forces armées russes.

La Turquie a été en même temps un médiateur sur le conflit d'Abkhazie dans les processus de Gênes pour la stabilité du Caucase. La dernière fois la Turquie a organisé une conférence à Istanbul entre 07-09 Juin 1999 et elle a accueilli les deux parties pour trouver une résolution pacifique au conflit²³.

La réaction de Moscou, contre ces relations qui se déroulent dans son arrière- cour, ne s'est fait pas attendre. Premièrement, pour déstabiliser la Turquie, elle a augmenté le soutien de la Grèce et de Chypre en cachant le leader de l'organisation terroriste PKK et en favorisant les mouvements de cette organisation²⁴. Dernièrement elle a commencé à faire pression économiquement et militairement sur la Géorgie. Car, la Géorgie dépend uniquement de Moscou pour son approvisionnement énergétique. La Russie ; en coupant les livraisons ou en augmentant le prix de l'énergie ou en bombardant le territoire géorgienne sous prétexte de transit d'armes et de mercenaires vers la Tchétchénie a forcé de faire renoncer la Géorgie à appliquer des politiques étrangères diversifiées.

Finalement l'évolution des éléments dans cette région pousse la nouvelle administration Poutine à augmenter la présence militaire dans le Caucase de sud. Le partenariat stratégique et militaire avec l'Arménie ne peut à lui seul plus suffire. Le

²⁰ ALEXANDROV Ilya, « La revanche de la Sublime-Porte », Géopolitique, Avril 2000 ,n°69, p.78

²¹ SIECA Elizabeth – TOUMARKINE Alexandre, Géopolitique de la mer Noire, Karthala, Paris, 2000, p.171

²² Obchtchaia Gazeta, 29 mai-4 juin 1997, n°21, p.5 cité Ibid p.176

²³ Ministère des affaires étrangères de la Turquie, la politique de la Turquie sur la Géorgie, à partir de site Internet www.mfa.gov.tr.

²⁴ ALEXANDROV Ilya, « La revanche de la Sublime-Porte », Géopolitique, Avril 2000 ,n°69, p.78

gouvernement russe semble désormais prêt à augmenter ses pressions sur la Géorgie. Non seulement ce pays dispose encore de bases militaires russes mais la restauration de la souveraineté territoriale par le retour des républiques séparatistes abkhaze et de l'Ossétie sud dépend en grande partie de la position russe²⁵.

2. ENJEUX ECONOMIQUES : Enfin une coopération

Contrairement à une rivalité sur le plan géopolitique, la Turquie et la Russie sont des grands partenaires dans le domaine économique. Développées avec la mise en vigueur du protocole sur la livraison du gaz naturel russe, les relations entre les deux pays ont été poursuivies après l'effondrement de l'URSS.

Depuis toujours, l'URSS constituait pour la Turquie un pôle complémentaire à l'Occident dans ses relations politiques et économiques extérieures. Quand ce dernier ne répondait pas à ses demandes d'aide technique et financière, ou ne soutenait pas les décisions d'Ankara sur la politique, la Turquie se tournait vers l'Union soviétique. Les gouvernements, quel que soit leur couleur politique, devant la difficulté de trouver des financements extérieurs, ont chaque fois coopéré avec Moscou afin de réaliser le développement industriel. Depuis les années quatre-vingt, le changement d'orientation des politiques économiques et les hésitations de l'UE envers la Turquie ont revitalisé la complémentarité de l'Union soviétique pour l'économie turque.

Pendant les années quatre-vingts, une nouvelle période de relations économiques soviéto-turques a commencé. Les accords conclus entre les deux pays durant ces années, surtout le Protocole sur la livraison du gaz naturel russe, signé en 1984, ont constitué la base de ces relations ; Le processus des réformes, la restructuration des relations extérieures menés en Union soviétique, et la quête de nouveaux marchés du secteur privé turc, ont assuré le développement des relations bilatérales.

Après l'effondrement de l'URSS, les orientations économiques de la Turquie se sont développées dans deux directions. D'une part, à cause de la grandeur de son marché, l'importance donnée à la Russie a continué ; d'autre part, comme cela a été souligné, Ankara a essayé d'établir et de développer des relations économiques avec les nouvelles républiques indépendantes, surtout avec les républiques turcophones. L'établissement des liens bilatéraux avec chaque république a amplifié la place du marché ex-soviétique dans le commerce

²⁵ CES DE PAILERETS Olivier ,La mémoire inédit sur Enjeux stratégiques de la Caspienne : une dynamique post-Guerre froide ,CID, 2001

extérieur turc ; Parallèlement à cette évolution, l'importance de la Russie pour l'économie turque s'est accentuée.

A. La Coopération Economique de la mer Noire (CEMN)

(1). La déclaration d'Istanbul

Sous l'effet des politiques d'ouverture menées depuis le début des années quatre-vingt, la Turquie est devenue plus sensible aux changements du monde extérieur. Le coût et les effets directs ou indirects de la crise du Golfe ont été très élevés. Les relations avec les pays du Moyen Orient n'étaient plus les mêmes. De plus, l'ambiguïté des réponses de Bruxelles à l'accepter comme membre à part entière a incité Ankara à envisager d'autres alternatives. L'effondrement du système communiste avec celui de la bipolarité mondiale a donné un élan à des tendances de régionalisme.

Le projet d'une zone de coopération économique autour de la mer Noire a été la fruit de la politique étrangère « active » que suivait la Turquie afin de chercher des alternatives. L'idée d'une coopération économique entre les pays du bassin de la mer Noire, n'avait pas été appréciée par les milieux administratifs turcs quand l'ambassadeur Sukru Elekdag l'avait proposée la première fois en 1990. Car, à cette date, le pacte de Varsovie n'était encore qu'à la veille de son effondrement et l'URSS était toujours la plus grande menace contre la Turquie.

L'axe du projet initial était le développement d'une coopération limitée au domaine économique parmi les pays côtiers de la mer Noire. Une série de négociations débutées entre la Turquie, l'URSS et la Roumanie fin 1990 et 1991 (19-20 décembre 1990 à Ankara, 12-13 mars 1991 à Bucarest, 23-25 avril 1991 à Sofia et 11- 12 juillet 1991 à Moscou) s'est achevée par une déclaration de sommet, la Déclaration d'Istanbul, signé par onze pays (l'Albanie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Bulgarie, la Géorgie, la Grèce, la Moldavie, la Roumanie, la Russie, la Turquie et l'Ukraine), le 25 juin 1992²⁶.

La Déclaration d'Istanbul crée un cadre large pour la Coopération Economique de la mer Noire (CEMN) conforme à des principes énoncés dans les documents de l'OSCE (Article 1) et souligne comme objectif de la coopération l'établissement de la paix, la stabilité et la prospérité dans la région de la mer Noire par des relations d'amitié et de bon voisinage (Article 8). Dans ce cadre, les pays profitant de la proximité et de complémentarités

²⁶ YANNIS Valinikis , La région de la mer Noire : défis et opportunités pour l'Europe, Paris, Institut d'Etudes de Sécurité de l'Europe occidentale Paris, Cahiers de chaillot n°36, Juillet 1999, p.15

économiques créeront des conditions favorables pour développer et diversifier leurs relations économiques (Articles 3 et 6). Cette coopération économique se développerait progressivement en prenant en considération les conditions spécifiques des parties participantes et surtout les problèmes des pays en transition vers l'économie de marché (Article 10).

La coopération envisagée dans la Déclaration du Bosphore est assez souple et ouverte. Elle est ouverte aux pays tiers intéressés reconnaissant les principes du document essentiel. La participation des pays individuels, de leurs institutions financières et économiques, des entreprises et des organisations internationales est encouragée à la réalisation des projets d'intérêts commun (Article 11) à tout niveau de coopération (Article 18). L'Autriche, l'Egypte, Israël , l'Italie, la Pologne, la Slovaquie et la Tunisie qui participent aux réunions comme observateurs et la Banque européenne de Reconstruction et de Développement est invitée à toutes les sessions.

Le champ d'activité défini par le document créateur est assez large.

Dans l'article 13, les pays participants envisagent de développer la coopération dans le domaine de l'économie, de la science – technologie, de l'environnement et de mettre en place, avec la participation des institutions, des organisations et des firmes compétentes, des projets d'intérêt commun sur : le transport et les communications, l'informatique, l'échange des informations économiques et commerciales, la standardisation et la certification des produits, l'énergie, l'exploitation et la transformation des minerais, la tourisme, l'agriculture et l'industrie agro-alimentaire, la médecine vétérinaire et la surveillance sanitaire, la santé et l'industrie pharmaceutique, la science et la technologie (Article 13). La protection de l'environnement, l'énergie et la communication sont les piliers qui occupent le plus d'importance parmi les autres. Concernant la communication un projet d'installation des câbles fibéroptiques de 3200 kilomètres sous la mer Noire est réalisé en 1996 connectant la Turquie, la Russie, l'Ukraine et l'Italie .

La structure institutionnelle de la CEMN se compose des éléments suivants : Les réunions des ministères des affaires étrangères, l'organe de décision; l'Assemblée Parlementaire qui a pour l'objet de créer des conditions propres à réaliser des objectifs de la Déclaration du Bosphore ; Un Secrétariat International a installé à Istanbul ; trois comités : économiques commercial, technologique et environnemental et un Conseil qui envisage de développer l'environnement de business . La composante financière de la structure du CEMN est représentée par une banque privée pour ; le commerce et le développement en mer Noire siégeant à Thessalonique en Grèce. Cette banque est prévue pour assurer les dispositions

financières nécessaires afin de développer la coopération économique et commerciale et de financer des projets d'intérêt commun. Actuellement, neuf pays (sauf la Géorgie et l'Ukraine) ont ratifié l'accord qui établit la Banque représentant un ensemble de 84.5 % de son capital initial autorisé ; mais cela ne suffit pas pour que la banque commence ses opérations.

(2). La dimension politique

Depuis les temps anciens, la région de la mer Noire a été le berceau des différentes civilisations Euro-Asiatiques et en même temps le centre de leurs rivalités. Pendant la période de la guerre froide, la mer Noire a symbolisé la frontière est-ouest, l'OTAN-Pacte de Varsovie. Avec la dissolution de l'URSS et l'émergence des nouveaux Etats indépendants, une possibilité inédite de coopération est apparue pour la région .

L'effondrement du CAEM (Conseil d'assistance économique mutuelle) avec l'URSS avait mis les pays issus de ces systèmes dans une incertitude. Ils se sont trouvés devant une structure économique difficile. La manque des moyens financiers constituait pour ces pays le plus grand obstacle pour l'ouverture aux marchés internationaux . La tentative d'une zone de CEMN devaient permettre aux économies de ces pays de fonctionner sans être obligés d'affronter la concurrence internationale qui les aurait mis dans une position défavorable. Ainsi, la CEMN a représenté pour ces pays une transition les préparant à leur intégration à l'économie mondiale.

Lors qu'on étudie la région, en même temps que sa capacité de marché de 350 millions d'habitants et une grande richesse de ressources naturelles, on remarque plusieurs problèmes qui pourront rendre difficile l'efficacité de cette coopération . D'abord entre les différents pays de la communauté il existe des inimitiés historiques, des querelles de frontières et même des conflits (le conflit arméno-azéri, les querelles gréco-turque, russo-ukrainienne, gréco-albanienne, etc). Puis les anciennes républiques socialistes qui n'ont pas encore terminé leurs transitions vers l'économie de marché ne possèdent ni le budget ni l'institutionnalisation suffisantes pour réaliser des objectifs concrets. De là viennent la souplesse et l'inefficacité relative de la CEMN. De même ni la Turquie ni la Russie , les deux piliers de ce projet, ne possèdent une économie capable de conduire une domination économique ou hégémonique dans cette organisation .Pourtant ,grâce à cette organisation, la Turquie trouve la possibilité de diversifier ses options économiques et d'ajouter une nouvelle dimension à ses relations politico-économiques ;la Russie veut garantir la stabilité, la coopération et l'interaction dans la

région notamment sur son territoire qui conduirait à un nouveau système de sécurité régionale sous l'égide de la Russie²⁷.

B. Le domaine commercial :

(1) . Les échanges commerciaux

(a). Russo-turques

La Russie, sur le plan commercial, est le dixième client (un milliard soixante huit millions de \$) et le huitième fournisseur (trois milliards cinq cent deux million de \$) de la Turquie²⁸. Le développement des échanges conserve une composante sectorielle marquée car il est largement tributaire du protocole sur le gaz naturel russe et la plus grande partie du commerce courant et des investissements est financée sous forme de marchés de compensation . Enfin, jusqu'à la crise économique russe en 1998, la particularité des échanges a résidé en la présence d'un commerce non enregistré, dit de « valise », qui conduirait à multiplier par deux le montant effectif des échanges entre les deux pays.

Les échanges commerciaux turco-russes sont en voie de développement à partir de 1992. Le volume global des échanges turco-russes sauf pendant les années de crise 1994 et 1998. Le grand volume dans les importations de la Turquie provenant de la Russie est aux produits du pétrole (% 35).Compte tenu des besoins énergétiques turcs, la Russie est d'abord un fournisseur privilégié d'hydrocarbures et de produits raffinés. Par contre les produits d'exportations sont essentiellement en produits textiles et agro-alimentaires²⁹.

(b). Turco-turcophones

Sur le plan géographique et économique, la Turquie est la porte historique du commerce qui mène vers l'Asie centrale et la Caucase. La Turquie, voulant profiter de cet avantage, s'est rapprochée du Caucase et d'Asie centrale avec le slogan : des économies libérales de marché. Comme on l'a déjà évoqué , elle a initié la création de la CEMN. Car, la CEMN devait l'aider à atteindre ce but en créant un marché et une interdépendance économique dans la région.

A partir de l'été 1990, mais surtout depuis le putsch de Moscou (19

²⁷ YANNIS Valinikis, La région de la mer Noire : défis et opportunités pour l'Europe, Paris, Institut d'Etudes de Sécurité de l'Europe occidentale Paris, Cahiers de chaillot ,n°36, Juillet 1999, pp.11 et 17

²⁸ Les chiffres commerciaux entre la Russie et la Turquie de premiers onze mois de 2000, Le quotidien turc « Zaman », 13 février 2001, p.6

²⁹ Voir Annexe 3, La graphique des échanges commerciaux turco-russe entre 1992-1999, La source : Les chiffres des échanges commerciaux annuaires de la Turquie, Le secrétariat de la trésorerie du gouvernement de la Turquie, 2000

août 1991) jusqu'à la fin 1993, la Turquie et ces pays souvent qualifiés « de petits frères » ont vécu une phase intense en matière de relations économiques. Pendant cette première période près d'une cinquantaine d'accords ont été signés entre ces pays³⁰. On a commencé à parler d'un « marché commun turcophone », au moins d'une « région de libre échange » malgré la faiblesse des échanges commerciaux réalisés³¹. Mais cette période d'illusions a rapidement pris fin et la complexe réalité de cette région est apparue avec la deuxième période qui commence à partir de 1994. D'abord parce qu'il y avait un monde turcophone mais ayant leurs intérêts différents. Puis, la Turquie n'a pas réussi à se substituer à l'ex-URSS en tant que pôle d'intégration pour les nouvelles républiques turcophones et son économie reste marquée par d'importantes faiblesses structurelles. Dernièrement, il y avait d'autres pays, des géants économiques, qui s'intéressent à cette région et les dirigeants des pays turcophones, faisant preuve d'un grand pragmatisme, ont refusé de s'engager inconditionnellement derrière Ankara. Ils ont suivi plutôt leurs intérêts économiques c'est à dire les géants économiques. Cependant, la Turquie reste un des premiers partenaires dans la région.

(2). Les investissements :

La Russie est devenue la première destination des investissements turcs parmi les pays de la CEI et de la CEMN³². D'après les chiffres de l'an 2000 il y a 451 firmes turques qui travaillent en Russie. Les investissements turcs en Fédération de Russie sont de loin supérieurs à la totalité de ceux qui sont réalisés par les autres pays de la CEMN. Les investissements turcs se concentrent essentiellement dans le domaine de construction, infrastructure, alimentation, textile... Actuellement, l'ensemble des projets qu'ils ont réalisés depuis 1992, dépasse 5.5 milliards de dollars et un autre groupe de projets d'un milliard de dollars qui continue³³.

D'autre part, d'après les chiffres de 1997, la Russie est devenue la deuxième investisseur en Turquie parmi les pays de la CEMN. 205 sociétés de 9 pays de la CEMN ont investi en Turquie mais leur capitale a à peine atteint à 10 milliards de

³⁰ Didier Billion, « La Turquie ; des illusions au réalisme », Défense, n°91, Janvier- Février 2001, p.47

³¹ Voir Annexe 4, La graphique des échanges commerciaux entre la Turquie et les pays turcophones entre 1992-1999, La source : Les chiffres des échanges commerciaux annuels de la Turquie, Le secrétariat de la trésorerie du gouvernement de la Turquie, 2000

³² Voir Annexe 5, Contrats des sociétés turques dans les pays de CEI au 30 juin 1997 et dans les pays de CEMN jusqu'en octobre 1996(en \$), source Elizabeth Sieca- Alexandre Toumarkine, Géopolitique de la mer Noire, Karthala, Paris, 2000, p.52

³³ La source : Le secrétariat de la trésorerie du gouvernement de la Turquie, 2000

dollars³⁴. Ces investissements ne constituent que 0.07 % du total des investissements étrangers en Turquie et concernent surtout les secteurs du commerce et du transport. La faiblesse de ces investissements est liée aux difficultés des économies ex-socialistes en transition. Certaines grosses sociétés comme « Gazprom » ou « Lukoil » pour le secteur énergétique ont néanmoins effectué des investissements importants en Turquie. Actuellement, c'est dans les secteurs d'énergie, de la machine outil et des constructions d'infrastructures que ces investissements ont pris un grand élan.

(2). Les crédits :

La Turquie a développé ses relations avec l'Union soviétique puis la Russie, grâce à la mise en place de crédits de l'Eximbank turque. L'Eximbank turque fut créée en 1987, sur le modèle de l'Eximbank américaine. Elle a joué depuis un rôle croissant dans le financement des exportations et des investissements turcs vers les pays de l'ex-bloc communiste et les pays de la CEMN en particulier. Pour la période 1989-1997, six pays de la mer Noire (Russie, Azerbaïdjan, Roumanie, Géorgie, Bulgarie et Albanie) ont bénéficié de prêts pour une valeur de 1,640 milliard de dollars, divisés en 500 millions pour les crédits investissements et 1,140 milliard de dollars pour les crédits exportations³⁵.

La Russie est aujourd'hui le premier pays bénéficiaire des projets de l'Eximbank. Elle a assuré quatre lignes de crédit à destination de la Russie pour un montant total de 800 millions de dollars dont 600 millions de dollars ont été utilisés. Après la Russie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie viennent d'après la grandeur de profit des crédits d'Eximbank turque. Pour l'Azerbaïdjan 415 millions de dollars dont 100 millions pour Nakhitchevan 65 millions d'aide et pour la Géorgie 100 millions. Mais à cause de la crise économique russe en 1998, le gel du remboursement des crédits qu'on a donnés à la Russie a placé l'Eximbank turque dans une situation difficile. A partir et à la lumière de ce dernier événement, le gouvernement turc a décidé de répartir les crédits après une sérieuse étude de la viabilité des projets et d'économie du pays recevant. Il semble désormais que le réalisme va dominer dans ce domaine comme dans les autres au lieu d'une utopie sans résultat.

C. Le domaine énergétique:

³⁴ Voir Annexe 6, Investissements étrangers des pays de la CEMN en Turquie (Mars 1997), source Elizabeth Sieca- Alexandre Toumarkine, Géopolitique de la mer Noire, Karthala, Paris, 2000, p.53

³⁵ Voir Annexe 7, Crédits de l'Eximbank aux pays de la CEMN, Ibid p. 73

La découverte de réserves importantes d'hydrocarbures dans la région de la Caspienne (les réserves off-shore de l'Azerbaïdjan atteignent actuellement 8 milliards de barils. Le département américain de l'Énergie estime que, d'ici 2015 les réserves de la Caspienne seront portées à 100 milliards de barils. Soit environ 5 % de la source mondiale) donne le signal de batailles acharnées autour du tracé des oléoducs pour l'évacuation du brut des nouveaux champs pétrolifères. Dans ce contexte, la concurrence pour les itinéraires a créé une politique des pipelines entre la Turquie et la Russie et les autres États concernés. La compétition la plus cruelle, à cette étape, oppose la Turquie et la Russie, deux États les plus concernés par l'acheminement du pétrole vers l'Ouest, ayant sur le sujet des projets concurrents.

(1). Le projet d'oléoduc Baku- Ceyhan :le tracé turc contre le tracé russe

Après le contrat qu'elle a signé avec l'Azerbaïdjan concernant le développement de trois gisements azéris de la mer Caspienne, la Turquie a lancé, en décembre 1994, son projet de « pipeline Caspienne- Méditerranée » et la réalisation de ce projet est devenue l'une des priorités du gouvernement turc. Ce projet avait pour but de mettre en œuvre le tracé turc autrement dit « Tengiz – Baku – Ceyhan pipeline »³⁶. L'intérêt plus spécifique de la Turquie à la construction de ce pipeline comprenait, en plus de revenus de transit, des contrats de travail substantiels pour ses compagnies et la possibilité d'assurer, à un coût relativement moins cher, du pétrole brut pour ses raffineries et du gaz pour ses consommateurs. Car, la Turquie est un pays importateur du pétrole brut et du gaz. Sa production pétrolière ne répond qu'à 17 % de ses besoins. Actuellement, elle importe environ 22 millions tonnes de pétrole brut annuellement, et selon les projections de demande cette quantité va augmenter, régulièrement, jusqu'à 40 millions tonnes en 2010. Les chiffres estimés pour l'importation de gaz naturel sont plus remarquables : actuellement elle importe environ 20 milliards m³ de gaz naturel, elle va augmenter à 45 milliards m³ en 2005, 53 milliards m³ en 2010³⁷. Cela fait de la Turquie un marché très attractif dans la région, pour le pétrole et le gaz naturel caspien, vu sa proximité avec les pays producteurs. Ce tracé turc est soutenu par les États Unis qui veulent réduire la dépendance des États de la région par rapport à la Russie et qui pensent éviter le transit du pétrole aussi bien la Russie au nord que l'Iran au sud. Par contre, la Russie, inquiète de l'implication de la Turquie dans cette région qu'elle veut garder sous son

³⁶ Voir Annexe 8, Le tracé turc « Tengiz-Baku-Ceyhan »

³⁷ GARETH M. Winrow, Turkey and Caspian energy :The importance of geopolitics, Bilgi Universitesi, Istanbul, 2000, p.2

influence a critiqué le tracé turc en arguant que le pipeline russe (Bakou- Novorossiisk) est cinq fois moins coûteux et plus court. Mais, au contraire, l'option turque est plus avantageuse pour les raisons suivantes :

i. Le port turc Ceyhan peut recevoir des navires, avec sa capacité de 120 millions tonnes, 365 jours par an. Alors que Novorossiisk qui est ouvert 87-100 jours par an, à cause des intempéries, a une capacité de 30 millions de tonnes. Ceyhan peut recevoir des navires allant jusqu'à 300.000 dwt. Soit trois fois supérieure à la capacité du port russe.

ii. La construction du pipeline Bakou-Ceyhan va coûter 2.4 Milliards de dollars avec sa capacité de 45 millions tonnes et sa longueur de 1730 Km et si on construit en même temps le pipeline du gaz Shah Deniz-Turquie parallèlement au pipeline du pétrole (sur ce sujet, au 14 mars 2001, on a signé l'accord entre la Turquie et l'Azerbaïdjan et BP Amoco avait déjà déclaré son envie positif sur sa construction³⁸) le coût du tracé turc sera moitié et il aura la particularité d'être « optimum ».

iii. La Turquie, étant un acheteur considérable de pétrole et de gaz Naturel, présente un important marché pour les pays producteurs.

iv. La diminution du trafic via le Bosphore signifiera moins de Risques de collision produisant des dégâts écologiques considérables. Avec l'addition du pétrole kazakh, le transit de tout le pétrole des Détroits turcs suscitera grand problème.

v. La sécurité sera assurée puisque Ceyhan se trouve sur le territoire d'une nation faisant partie de l'OTAN.

A la lumière de ces atouts, les deux rivales ont des grands intérêts fondamentaux dans ce complexe « jeu politique des pipelines caspiens » Pourtant, actuellement l'équilibre est du côté de la Turquie. D'autre part, à l'envers de la rivalité sur le transfert du pétrole caspien, la Turquie et la Russie sont deux stratégiques partenaires en matière du transfert du gaz naturel à partir de la Russie via la Turquie.

(2). Le projet de « Blue Stream »

Le nouveau président russe, Poutine, peu après son élection, a entrepris une stratégie active en Asie centrale et dans le Caucase visant à recouvrer l'hégémonie régionale russe. Cela s'est exprimé par plusieurs mesures concrètes surtout contre les projets américaine. Parmi ces mesures, le projet « Blue Stream » est devenu un accord, étant signé au 10 février 2000, entre la Russie(Gazprom), l'Italie(AGIP) et le gouvernement turc. Ce gazoduc de 1100 Km. va coûter 3.2 milliards de dollars. Il va acheminer le gaz naturel russe à

la Turquie en traversant le bassin de la mer Noire. Il aura deux pipelines parallèles et chacun aura une capacité de 8 milliards m³ par an. La construction de ce gazoduc a déjà commencé et la partie qui va traverser le territoire turc (501 Km.) a été terminée³⁹. Par contre, la construction de sa partie qui doit traverser le bassin de la mer Noire ne pourra commencer qu'en juillet 2001 à cause du retard de la firme italienne. Finalement, ce gazoduc sera terminé, au moins, au début de 2002.

D'autre part, il existe plusieurs querelles politiques sur ce projet .

Premièrement, d'après certaines opinions ce projet a été créé par la Russie pour éliminer le projet de gazoduc « Bakou-Ceyhan » qui va transférer le gaz Turkmène et le gaz Azeri Shah Deniz à la Turquie et à l'Europe en même temps. Deuxièmement , d'après le contrat qui avait été signé entre la Turquie et le Turkménistan en 1999, le Turkménistan vendrait 16 milliards de m³ de gaz naturel à la Turquie et 14 milliards de m³ de gaz naturel à l'Europe via le gazoduc Bakou-Ceyhan⁴⁰. Mais à cause du contrat le projet du gazoduc « Bakou-Ceyhan » tombait à l'arrière plan. Dernièrement, la recherche à faire un contrat avec Turkménistan qui va augmenter l'exportation de gaz naturel de 20 milliards de m³ à 50 milliards de m³ par an vers la Russie. Cela voudrait dire que la Russie va vendre le gaz naturel turkmène à la Turquie via « Blue Stream » mais bien évidemment plus cher que les prix des turkmènes. Dans ce cas, le prix de 1000 m³ de gaz naturel pourrait augmenter de 60 \$ à 120 \$.

Au delà de toutes ces querelles il y a une vérité importante, c'est l'urgence du besoin en gaz naturel de la Turquie. Cette dernière a besoin de 40 milliards m³ de gaz naturel d'ici 3 ans. Pour cela elle vise à acheter 30 milliards de m³ de gaz naturel russe et 10 milliards de m³ du gaz naturel turkmène via l'Iran, au moins, jusqu'à ce que le gazoduc « Bakou-Ceyhan » se réalise.

(3). Le problème sur le passage des Détroits turcs : sécurité environnementale

La croissance des échanges en mer Noire et de la mer Noire vers la mer Méditerranée, ainsi que la compétition autour des tracés des routes des hydrocarbures, a accru l'importance des détroits. La Russie, comme la Grèce et Chypre-sud, pousse aujourd'hui (comme hier) à une renégociation de leur régime fixé par le traité de Montreux de

³⁸ Le quotidien Zaman, 15 mars 2001

³⁹ Le quotidien Turkish Daily News, 15 Mars 2001

⁴⁰ GARETH M. Winrow, Turkey and Caspian energy :The importance of geopolitics , Bilgi Universitesi, Istanbul, 2000, p.3

1936 et jugé favorable à la Turquie. Mais les nouveaux arguments russes sont liés cette fois au transit du pétrole. Le coût du convoiement par tanker du pétrole depuis Novorossiisk et via les détroits est présenté comme le plus économique possible. Comme on l'a évoqué au sujet des oléoducs, la Turquie, soutient le tracé « Bakou-Ceyhan » car elle ne veut pas d'une augmentation du trafic qui accentuerait les risques d'accident. Dans ce cas, il s'agit de trois types de risques d'accident : l'endommagement des ouvrages d'art du Bosphore (ponts en particulier), les risques de collision liés à la présence dans le Bosphore de contrecourants et un grand de vapeurs et petits moteurs (assurant les mouvements pendulaires quotidiens qui amènent de nombreux Stanbouliotes à passer sur l'autre rive pour se rendre sur leur lieu de travail) et enfin les risques d'explosion, accentués par la présence de dépôts d'essence appartenant à l'armée turque le long des rives du Bosphore⁴¹. Ces risques ainsi que la multiplication des accidents à la fin des années 80 (15 accidents par an en 1986 et 1987) et au début des années 90 (21 accidents en 1990, année record)⁴² ont amené la Turquie, le 1er juillet 1994, à modifier le règlement des détroits dans un sens plus restrictif. Les bateaux de plus de 150 mètres doivent désormais informer de leur chargement avant d'obtenir le droit de passage, les bateaux transportant des matières nucléaires et dangereuses doivent obtenir une autorisation de passage du ministère de l'Environnement turc, enfin les gros bateaux ne peuvent passer désormais que l'un après l'autre. Le gouvernement russe s'est opposé immédiatement à ces mesures. Le vice-président du département juridique au ministère russe des affaires étrangères, Yakov Ostrovski, a déclaré que le régime des détroits et de la mer Marmara prévoyait la « liberté du passage ». La décision unilatérale turque a été qualifiée par la Russie de nouveau règlement du régime des détroits. La Russie a chiffré en 1994 son futur manque à gagner à 500 millions de dollars. Elle se plaint que les carences turques en matière de sécurité provoquent l'attente des bateaux russes à l'entrée des détroits et a porté le débat devant le Parlement de la mer Noire et l'Organisation maritime Internationale (OMI). L'OMI, en novembre 1997, a penché dans le sens des thèses russes en demandant que la Turquie installe le système de surveillance radar. En vérité, cette décision a été prise sous la pression des Etats Unis qui ne veut pas voir des obstacles (au moins jusqu'à ce que le tracé « Bakou-Ceyhan se réalise) se dresser face au transit du pétrole azéri. Le soutien au tracé de l'oléoduc Bakou-Ceyhan donné par le gouvernement américain et les grosses compagnies pétrolières américaines participant aux consortiums d'exploitation du pétrole azéri entrerait en compte dans ce marchandage autour du régime des détroits. Quant à la Turquie qui s'est inclinée, très

⁴¹ Quotidien Turkiye, 3 Novembre 1997

⁴² Quotidien Zaman, 24 Novembre 1997

isolée au sein de l'OMI, elle est en train de réaliser le système de surveillance radar sans renoncer ses prétentions sur la sécurité de ses citoyens. Car, la Turquie ne peut pas sacrifier cet atout pour le bien des autres.

3. ENJEUX SUR LA DIMENSION DE LA SECURITE

A. Armement :

L'effondrement de l'Union soviétique et du pacte de Varsovie a eu une grande influence sur la politique de défense et la politique étrangère de la Turquie. Le système du monde bipolaire n'existait plus et on ne savait plus d'où le danger pourrait venir. Le fait que l'URSS n'existe plus comme voisin, avait atténué préoccupations de sécurité d'Ankara. Désormais entre la Turquie et la Russie il y avait de nouveaux Etats indépendants et il ne fallait pas s'inquiéter d'une agression directe sur le territoire turc en provenance de la Russie. Mais quand les Russes se sont mis à positionner leurs forces militaires dans ces pays, voisins de la Turquie, de nouveau, Ankara s'est retrouvée face-à-face avec la menace russe. Ainsi, la durée d'avertissement stratégique, augmentée après la dissolution de l'URSS diminuait avec le déploiement des troupes russes au Caucase.

La Russie veut rétablir sa supériorité militaire dans le Caucase. Pour cette raison elle n'a pas accepté les limitations exigées par le traité sur des forces conventionnelles en Europe (FCE) et elle a demandé une révision des dispositions du traité qui concernent directement ses forces placées dans le Caucase. La deuxième étape pour renforcer son hégémonie a été d'assurer sa présence militaire dans la région par des traités bilatéraux. En signant des accords militaires avec l'Arménie et la Géorgie, Moscou a pu établir des bases militaires sur les territoires de ces pays. Dans le cadre du traité de coopération de défense, signé en octobre 1994, la Russie a obtenu la défense aérienne de l'Arménie. Aujourd'hui les frontières turque et iranienne de l'Arménie sont protégées par les soldats russes. Dans cette région, seul l'Azerbaïdjan ne permet pas la présence militaire russe sur son territoire. En avril 1997, à l'occasion de la ratification d'un traité qui prévoit le maintien de deux bases militaires russes en Arménie, la Russie a souligné encore une fois « la nécessité de bases militaires concernant les intérêts russes au Caucase⁴³ ».

La présence des bases et des troupes russes dans le Caucase, est un développement important qui a un effet direct sur les stratégies de la sécurité nationale turque. Le fait que la Russie soit redevenue le voisin militaire de la Turquie inquiète la Turquie parce qu'il est évident que la Russie ne s'arrête pas là, et se cherche d'autres alliés au plan militaire. Car la

Russie a signé des contrats de défense avec l'Iran, la Syrie, l'Arménie et Chypre sud qui représentent une menace pour la Turquie. Elle leur vend des armes stratégiques notamment les systèmes missiles (par exemple comme S-300) sur lesquels on peut installer des têtes nucléaires ou chimiques et les territoires turcs sont vulnérables depuis tous ces pays.

Quant à la Turquie, contre cet entourage, elle est entrée dans des relations intimes militaires avec l'Ukraine, la Géorgie et l'Azerbaïdjan tout en augmentant ses achats d'armes de la Russie. Bien que la coopération militaire entre la Turquie et ces pays ne se développe que lentement à cause des effets négatifs de la Russie, la Turquie a su faire évaluer ses relations surtout en termes de la formation militaire de ces pays. Enfin le dilemme d'être en même temps rivale et partenaire explique bien la complexité de cette relation.

B .Le Traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE)

Dans les années 90, l'un des facteurs qui déstabilisent les relations entre la Russie et la Turquie, au plan de la sécurité, a été le climat d'incertitude vis-à-vis du sort du traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE), et les refus de la Russie d'exécuter les dispositions de ce traité. Le traité FCE, signé le 19 novembre 1990, est un élément très important influençant la proportion des forces militaires entre la Russie et la Turquie. L'objectif de ce traité est de renforcer la stabilité et la sécurité en Europe à travers des forces conventionnelles équilibrées, et empêcher la possibilité de lancer une attaque par surprise ou d'amorcer des opérations offensives de grande échelle en mettant des limites régionales et nationales au nombre des armes conventionnelles stationnées . Ce traité unique en son genre, avait été signé par 22 pays membres de l'OTAN et du Pacte de Varsovie.

Les territoires concernés par le traité FCE sont définis « de l'Atlantique à l'Oural ». Il est décidé que le traité sera appliqué aux territoires entiers des pays signataires, y compris les îles, sur cet espace qui représente le continent européen. Pourtant une exception existe pour la Turquie. Une partie des territoires du sud-est du pays, faisant la frontière avec les pays qui ne sont pas signataires du FCE, ni de l'OSCE est tenue hors des limitations du traité. Ankara n'a aucune obligation sur cette région du sud-est qu'elle positionne des forces afin de contrecarrer la menace d'un probable conflit provenant du Moyen-Orient instable.

Pendant la première période (de 1990 à 1995) après la signature de la traité, tout est allé bien. Une réduction des armes d'après les limites est engagée, il est accepté des inspections sur les réductions, etc.. Mais à partir de 1995, d'une part, Moscou a commencé à sortir des limitations du FCE concernant la zone flanc sud (Caucase), de manière à lui

⁴³ Quotidien Yeni Yuzyil, 20 avril 1997

permettre d'augmenter le nombre des armements placés dans la région nord Caucase ; d'autre part l'Arménie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan ont suspendu le processus d'élimination des armements. Les initiatives russes se fondaient sur leurs inquiétudes face aux perspectives de conflits régionaux et leur souci de l'influence turque et du fondamentalisme musulman. D'après eux, les limites envisagées par le FCE sont discriminatoires envers la Russie et elles ne garantissent pas la sécurité des territoires sud de la Russie. En quête de soutien à sa cause, dans des plates-formes internationales, la Russie a commencé à dépasser les limites dans le flanc sud. Elle a établi sa 58^e armée dans la région du Caucase en 1995, elle a fait avancer vers le Caucase ses forces qu'elle avait transférées avant la signature du FCE.

LES PERSPECTIVES DES RELATIONS RUSSO-TURQUES ET LA CONCLUSION

1. LES PERSPECTIVES :

A. L'éclatement de l'URSS est une réalité. Il est impossible de revenir au « statu quo antérieur ». Après cet éclatement, il est vrai qu'un « Monde turcophone » est né et l'influence de la Turquie sur ce dernier est indispensable. La Russie ou les autres pays qui veulent intervenir dans cet espace doit prendre en compte le rôle de la Turquie.

B. La pression de nouvelle administration russe sur les pays Caucasiens et l'Asie Mineure provoque l'instabilité de ces pays. Cette attitude pourrait causer de nouveaux conflits et si ces conflits endommagent les intérêts de la Turquie, la Turquie va les protéger.

C. La tentative de la Russie de rétablir son influence sur les membres de la CEI et l'accélération de ses relations politico-militaires avec son « étranger lointain (Iran, Irak, Syrie, Grèce, Chypre sud et les autres pays balkaniques) » doivent être prises en compte par la Turquie.

D. Le conflit de Tchétchénie peut ne constituer que la première étape de l'émancipation du Caucase. Au fur et à mesure des années, l'ensemble des républiques de la région pourrait arracher sa liberté de la Russie. La fragmentation pourra se propager aussitôt dans les autres territoires notamment dans la Sibérie. Cette guerre s'inscrirait donc dans un processus inéluctable avec la bénédiction de la Turquie et des Etats Unis.

E. Le refus sa candidature à l'UE pourrait pousser la Turquie vers la Russie. Surtout, l'augmentation des échanges commerciaux pourrait animer les relations autour de la CEMN et pourrait créer une « Union économique régionale ».

F. Dernièrement, les éléments fondamentaux qui pourront influencer l'avenir de cette relation seront les intérêts économiques communs et la volonté des deux pays de suivre une politique étrangère visant à augmenter leur influence sur une même région.

2. LA CONCLUSION:

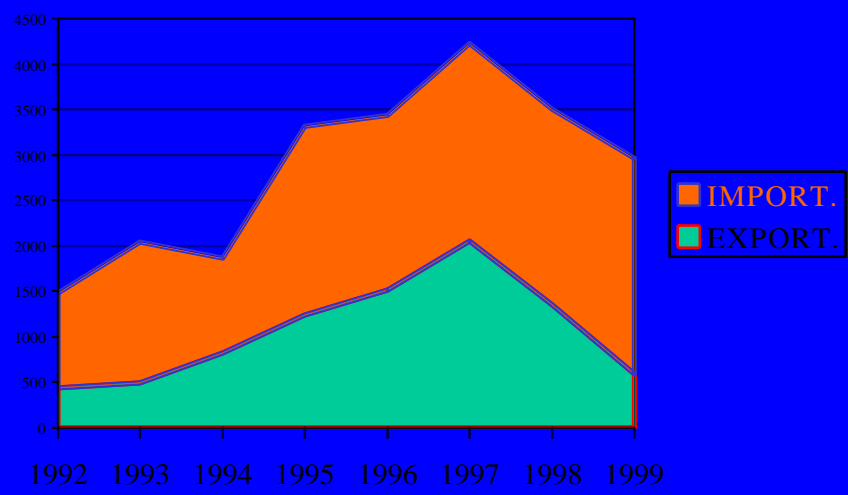
Aujourd'hui encore plus qu'hier, ces deux puissances régionales doivent trouver un terrain d'entente afin de développer des relations stables.

La Russie a, en effet, besoin de la Turquie pour ces accès aux mers chaudes, en particulier ces détroits. Mais aussi, dans la mesure où cette dernière est un pôle d'équilibre régional, tant d'un point de vue politique, comme contrepoids à l'IRAN, qu'économique. Enfin, la Turquie est un partenaire important de l'Asie Centrale, et un rempart contre une éventuelle poussée de fondamentalisme islamique,

Quant à la Turquie, elle sait qu'elle ne peut faire abstraction de la position privilégiée de la Russie dans cette zone.

Dans l'état actuel des choses, certes ces deux pays ont certains intérêts divergeant dans la région. Néanmoins, les deux Etats sont condamnés aussi à s'entendre afin de participer conjointement au développement d'un espace économique et stratégique.

ANNEXE 3 : LE VOLUME DES ECHANGES COMMERCIAUX ENTRE LA TURQUIE ET LA RUSSIE (MILLION \$)



ANNEXE 5 : CONTRATS DES SOCIETES TURCS DANS LES PAYS DE LA CEI
JUSQU'A LA FIN DE 1996 (EN \$)

PAYS DE LA CEI	NOMBRE DES SOCIETES	NOMBRE DES PROJETS	MONTANT TOTAL DES PROJETS	MONTANT DES PROJETS ACHEVES
LA RUSSIE	33	245	6 119 757 295	3 525 137 026
UKRAINE	2	9	240 814 613	185 715 613
BIELORUSSIE	ND	7	321 448 962	312 159 584
GEORGIE	2	2	52 440 569	52 440 569
AZERBAIDJAN	7	15	284 263 895	49215 551
ARMENIE	1	1	6 530 759	6 530 759
MOLDAVIE	1	1	788 836	268 853
TURKMENISTAN	ND	47	523 031 011	299388 081
KAZAKHSTAN	ND	33	649 306 368	228 388 081
OUZBEKISTAN	ND	9	231 050 462	27 582 737
KIRGHIZSTAN	ND	4	107 701 173	34 825 173
TOTAL		373	8 537 133 943	4 721 920 812

SOURCE : UNION DES ENTREPRENEURS TURCS
ND : DONNEES NON DISPONIBLES

**ANNEXE 6 : INVESTISSEMENTS ETRANGERS DES PAYS DE LA CEMN EN
TURQUIE JUSQU' A MARS 1997 (EN \$)**

PAYS DE LA CEMN	NOMBRE DES SOCIETES	CAPITAL (EN MILLIARDS DE TL)
LA RUSSIE	109	618
UKRAINE	21	59,9
MOLDAVIE	1	2,5
GEORGIE	12	35,9
AZERBAIDJAN	42	865
ARMENIE	-	-
BULGARIE	13	43,6
ROUMANIE	6	15,7
ALBANIE	3	9,7
GRECE	1	198
TOTAL	205	1 732,5

SOURCE : UNION DES ENTREPRENEURS TURCS
200.000 TL= 1 \$

ANNEXE 7 : CREDITS DE L'EXIMBANK TURQUE AUX PAYS DE LA
CEMN (EN MILLION DE \$)

PAYS DE LA CEMN	CREDITS A L'EXPORTATION	CREDITS A L'INVESTISSEMENT	TOTAL DES CREDITS
LA RUSSIE	800	350	1,150
AZERBAIDJAN	100	150	250
ROUMANIE	125	-	125
GEORGIE	50	-	50
BULGARIE	50	-	50
ALBANIE	15	-	15
TOTAL	1,140	500	1,640

SOURCE : EXIMBANK

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES :

- GARETH M. WINROW, Turkey and Caspian energy « The importance of geopolitics », Bilgi Universitesi, 2000
- ROMER Jean Christophe, Géopolitique de la Russie , ECONOMICA, Paris, 1999
- SIECA Elizabeth-TOUMARKINE Alexandre, Lagéopolitique de la mer Noire, KARTALA, Paris, mars 2000
- TURAN Aydin-BEKAR Olgun, Turk-Rus Iliskileri, TESEV, Istanbul , 1997

PERIODIQUES :

- ALEXANDROV Ilya, « La revanche de la Sublime-Porte » , Géopolitique, Avril 2000
- ARON L., « A different dance from Tango to Minuet », The National Interest, 1995
- DE TINGUY Ann, « La Russie et la Turquie sont-elles condamnées à la rivalité », Le rôle stratégique de la Turquie, IRIS, Automne 1997
- DIDIER Billion , « La Turquie des illusions au réalisme», Défense, Janvier-Fevrier
- ORAN Baskin, « La politique turque dans les Balkans et les Caucases », Le rôle stratégique de la Turquie, IRIS, Automne 1997
- YANNIS Vallinikis, « La région de la mer Noire : défis et opportunités pour l'Europe», Institut d'Etudes de Sécurité de l'Europe Occidentale, Juillet 1999
2001
- Le Quotidien TURKISH DAILY NEWS
- Le Quotidien TURKIYE
- Le Quotidien YENI YUZYIL
- Le Quotidien ZAMAN

INTERNET :

- La politique étrangère de la Turquie envers les pays d'Asie Mineur, caucasien et la Russie,
<http://www.mfa.gov.tr>.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	1
<u>1^{ère} partie : L'ENVIRONNEMENT GENERAL DES RELATIONS RUSSO-TURQUES</u>	
1 – L'HISTOIRE DES RELATIONS RUSSO-TURQUES JUSQU'A L'EFFONDREMENT DE L'URSS	2
2 – LES NOUVELLES APPROCHES DES POLITIQUES ETRANGERES A PARTIR DE L'EFFONDREMENT DE L'URSS	5
A – Evolution de la politique étrangère russe après l'effondrement de l'URSS	6
B – La Turquie après la guerre froide, la recherche d'une politique étrangère	8
(1) – La période d'ambiguïté (1985-1991)	8
(2) – La modification de la politique étrangère (1991-1994)	9
(3) – Une politique étrangère restée dans l'ombre de la politique intérieure (1995- 2000)	10
<u>2^e partie : LES GRANDS ENJEUX ACTUELS ENTRE LA RUSSIE ET LA TURQUIE</u>	
1 – ENJEUX POLITIQUES : LE CAS PARTICULIER DES PAYS TURCOPHONES DE L'EX-URSS	12
A – Les relations avec les républiques turcophones de l'ex-URSS	12
(1) – La politique à l'égard des républiques turcophones	12
(2) – La Turquie vue de ces républiques	14
B – Les relations avec les autres républiques caucasiens	16
2 – ENJEUX ECONOMIQUES :	20
A – La Coopération Economique de la Mer Noire	21
B – Le domaine commercial	23
(1) – Les échanges commerciaux	24
(2) – Les investissements	25
(3) – Les crédits	26
C – Le domaine énergétique	27
(1).Le projet d'oléoduc : Bakou-Ceyhan	27
(2).Le projet de « Blue Stream »	29
(3).Le problème sur le passage des détroits turcs (sécurité environnementale)	30
3 – ENJEUX SUR LA DIMENSION DE LA SECURITE	31
A – Armement	31
B – Le traité sur les Forces Conventionnelles en Europe (FCE)	33
<u>LE PERSPECTIVES DES RELATIONS RUSSO-TURQUES ET CONCLUSION</u>	<u>34</u>
ANNEXES	